



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

Bureau de  
l'Environnement

Affaire suivie par Mme FAUVEL  
☎ 03.87.34.85.30

**ARRETE**

N° 2003-AG/2- 272

en date du 28 AOÛT 2003

prescrivant à la Société E.D.F pour la centrale de production thermique de La Maxe des mesures complémentaires pour la température de rejet de ses effluents.

**LE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son livre V, titre 1<sup>er</sup>;

Vu le décret n° 77/1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du Code de l'Environnement et notamment ses articles 18 et 20 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1619/2 du 24 mai 1974 autorisant Electricité de France à installer et à exploiter sur les communes de LA MAXE, WOIPPY, ARGANCY et MALROY, une centrale de production d'électricité dite centrale de LA MAXE ;

Vu l'article 5 de l'arrêté précité prévoyant que « Toutes dispositions seront prises pour que la température de l'eau de la Moselle ne dépasse à aucun moment la température de 30 °C après rejet » ;

Vu la demande déposée par la centrale de production thermique le 11 août 2003 afin de pouvoir déroger à cette prescription ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 19 août 2003 ;

Constatant la difficulté de certaines centrales thermiques pour respecter les prescriptions qui leur sont imposées en matière de température de l'eau, du fait de la situation climatique actuelle avec des températures bien supérieures à la normale et des débits des cours d'eau faibles ;

Considérant que l'arrêt de ces centrales du fait de ces difficultés pourrait entraîner un déséquilibre grave du réseau entre l'offre d'électricité et la demande de consommation, ce qui constituerait une menace pour la sécurité des biens et des personnes, la continuité des services publics et l'activité économique du pays ;

Considérant l'intérêt supérieur qui s'attache au maintien en fonctionnement des centrales de production d'électricité situées sur le territoire national métropolitain en bordure de fleuve ou de rivière pour garantir l'approvisionnement électrique ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 21 août 2003 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **ARRETE**

### **Article 1**

Le présent arrêté préfectoral complète l'arrêté préfectoral n° 1619/2 du 24 mai 1974 modifié autorisant Electricité de France à exploiter une centrale de production thermique, dite centrale de LA MAXE.

Il s'applique à partir de la date de notification de cet arrêté et ce jusqu'au 30 Septembre 2003.

### **Article 2**

L'arrêté préfectoral d'urgence n° 2003-AG/2-250 du 13 août 2003 est abrogé.

### **Article 3**

La centrale de La Maxe est autorisée à rejeter ses effluents à une température supérieure à 30°C sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

### **Article 4**

L'écart entre les mesures de la température de l'eau effectuées à l'amont avant le canal de prélèvement dans la Moselle et à l'aval au point de mélange entre les eaux provenant de la lagune et la Moselle, ne doit pas excéder 3°C .

Un contrôle de la température de la Moselle sera réalisé toutes les heures à ces points de prélèvement.

Pendant toute la période où les mesures dérogatoires sont en vigueur, la société Electricité De France doit tenir quotidiennement informés le Préfet de Département et le Préfet coordonnateur de bassin, des températures effectivement constatées après mélange à l'aval de la centrale.

### **Article 5**

Lorsque la température est supérieure à 30°, la concentration en oxygène dans l'eau sera vérifiée deux fois par jour aux points suivants :

- Moselle : en amont du prélèvement effectué par la centrale ;
- Moselle : en aval du rejet de la centrale ;
- Lagune : en un point représentatif de son état d'oxygénation.

L'exploitant transmet hebdomadairement la synthèse de ces relevés au Préfet.

Si la concentration en oxygène atteint la valeur minimale de 4 mg/L, l'exploitant en informe immédiatement le Préfet, l'inspection des installations classées et le Conseil Supérieur de la Pêche.

La société Electricité de France tiendra le Préfet informé des répercussions éventuellement constatées sur la vie piscicole.

### **Article 6**

La société Electricité De France suit attentivement, pendant toute la période où les mesures dérogatoires sont en vigueur, l'incidence environnementale des mesures qu'elle est amenée à prendre, notamment sur la faune des fleuves et rivières et leur incidence sanitaire, notamment sur les prises d'eau potable, les baignades et les activités de loisirs nautiques en aval.

### **Article 6 bis :**

Les concentrations en amibes totales, *Naegleria* totales et *Naegleria fowleri* seront vérifiées tous les deux jours pendant une semaine aux points suivants :

- Moselle : en amont du prélèvement effectué par la centrale
- Moselle : en aval du rejet de la centrale et de la lagune
- Lagune : en deux points répartis sur la surface.

Si le taux de *Naegleria fowleri* est supérieur à 50 Nf/L dans la lagune, la fréquence des mesures sera ensuite portée à deux fois par semaine jusqu'au 30 septembre 2003.

Dans le cas contraire, la concentration en amibes totales, *Naegleria* totales et *Naegleria fowleri* sera vérifiée une fois par semaine jusqu'au 30 septembre 2003.

Dès que le taux en *Naegleria fowleri* devient inférieur à 20 Nf/L, les mesures de la concentration en amibes seront suspendues.

L'exploitant transmet directement les résultats au Préfet.

### **Article 7**

L'utilisation de cette mesure dérogatoire est réduite dans toute la mesure du possible et limitée aux seuls besoins de production électrique nécessaires pour assurer la consommation nationale et au respect des engagements internationaux et des engagements pris par ces producteurs vis-à-vis de la Commission Européenne.

**Annexe** : plan de la centrale et des points de prélèvements.

### **Article 8 :**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1. du titre I du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

### **Article 9 - Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Maxe et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

### **Article 10 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

### **Article 11 - Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
La Sous-Préfète de Metz-Campagne ,  
le Maire de La Maxe,  
les Inspecteurs des Installations Classées,  
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 12 8 AOUT 2003

LE PREFET,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

André HOREL

POUR AMPLIATION  
Le Chef de Bureau  
Laurent VAGNE